La Russie et la montée du terrorisme islamique en Afrique sub-saharienne

Dirk Kohnert [1]

'France degage!'



Source: Damien Glez [2]: *'Sahel : complot français contre complot russe ?'*

Résumé : La Russie et la Chine défient l'ordre libéral et l'État de droit au niveau mondial et régional. L'administration Trump a facilité le soutien à l'abandon de l'ordre international libéral et du système d'États "westphalien" que l'Amérique avait défendu pendant des siècles. L'extrémisme prospère dans le monde entier, y compris en Afrique subsaharienne, alimenté par les séquelles du colonialisme, de la pauvreté et des idéologies islamistes. Les régions à statut d'État limité sont devenues des États défaillants où des conflits violents ont menacé la sécurité et la stabilité régionales. La Russie a profité du vide de pouvoir qui en a résulté. Moscou s'est concentré sur les pays qui étaient autrefois des colonies françaises et portugaises, que Moscou croyait plus faciles à infiltrer. Dans ces conditions, Poutine est libre d'exploiter les contradictions politiques et sociales en Afrique et de déstabiliser l'ordre occidental, même au risque de la montée du terrorisme islamique. Les pipelines criminels terroristes et les États corrompus sont exploités par les marchands d'armes russes à travers l'Afrique depuis des décennies. Ceux-ci comprenaient un soutien notoire au régime de Taylor au Liberia au début des années 2000, y compris le tristement célèbre marchand d'armes russe Viktor Bout, surnommé le « marchand de la mort ». La coopération reposait sur le contrôle par l'État des ports d'entrée et de sortie des organisations criminelles afin de préserver la participation aux bénéfices, les passeports diplomatiques, y compris l'immunité associée, et l'état de droit, qui garantissait la bonne commercialisation de ces entreprises. Aujourd'hui, la Russie bénéficie principalement de la « sécurité » offerte aux dirigeants autocratiques, notamment par la vente d'armes, des conseils et une formation aux opérations de contre-insurrection et de contre-terrorisme contre le terrorisme islamique en échange de l'accès aux ressources et aux marchés africains. Outre Al-Quida, l'État islamique (ISIS), Boko Haram, d'autres organisations islamiques locales alimentent le terrorisme en ASS. Moscou s'intéresse particulièrement à la Corne de l'Afrique pour contrôler d'importantes routes commerciales d'importance mondiale.

Keywords: Russie, Vladimir Poutine, Afrique sub-saharienne, ressources africaines, État fragile, pauvreté, extrémisme, terrorisme islamiste, Boko Haram, EI, industrie de l'armement, Érythrée, Nigeria, Ghana, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Mozambique, Somalie, Kenya, Soudan du Sud, Corne de l'Afrique, Postcolonialisme, Souveraineté westphalienne, fake news, Françafrique

JEL-Code: E26, F13, F35, F52, F54, H56, N17, N47, O17, P16, P26, Z13

---

[1] , Dirk Kohnert, expert associé, GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg, Germany. Projet : 3 June 2022.
[2] © Damien Glez, 2020, Jeune Afrique, 15 janvier 2020. Glez est un dessinateur et chroniqueur franco-burkinabé de renommée internationale.

1. Introduction

La résurgence de la Russie en Afrique subsaharienne (ASS) et la politique africaine à orientation géopolitique de Vladimir Poutine ont commencé en 2012. Indirectement, elle a notamment bénéficié de la croissance du terrorisme islamiste, par exemple dans la zone sahélienne et au Mozambique. La porte d'entrée de Moscou consistait à utiliser les États fragiles et les conflits en cours pour conclure des contrats d'armement lucratifs et des concessions minières. Moscou a signé des accords de coopération militaire avec 21 gouvernements africains, y compris des négociations sur l'établissement de bases militaires. Dans certains cas, il a utilisé des entrepreneurs privés paramilitaires comme le groupe Wagner pour manipuler le cours des conflits locaux en sa faveur. Le groupe très controversé a été fondé en 2014 et a été impliqué pour la première fois pendant la guerre du Donbass en Ukraine (Oxford Analytica, 2021). La stratégie consistant à embaucher des mercenaires privés pour faire le « sale boulot » n'a rien de nouveau. Déjà, les États-Unis ont engagé d'anciens soldats des marines Navy Seals pour des sociétés militaires privées telles que Blackwater, fortement impliquées dans les atrocités de la guerre en Irak en 2007 (Forestier, 2018).

Un exemple récent notable de la contre-insurrection russe a été la déjoue des manœuvres des troupes françaises pour combattre le terrorisme islamique au Mali. Par conséquent, la France, l'UE et l'ONU ont essayé de nouvelles méthodes non-violentes de lutte contre le terrorisme, puisque les opérations antiterroristes françaises « Serval » et « Barkhane » n'avaient pas réussi (Davidchuk & Degterev & Sidibe, 2021). Dans ces conditions, Paris a dû redéfinir ses priorités postcoloniales ambitieuses et les remplacer par des intérêts nationaux plus étroitement définis. Ainsi, la France a détourné pragmatiquement sa politique étrangère des « guerres de choix » vers les « guerres de nécessité ». (Pannier & Schmitt 2019).

L'agression de l'Ukraine par la Russie en 2022 a remis en cause la position postcoloniale de Paris et ses efforts pour européaniser sa lutte contre le terrorisme au Sahel. Cela était d'autant plus problématique que la menace de l'EI s'étendait entre-temps aux pays côtiers d'Afrique de l'Ouest comme la Côte d'Ivoire, le Togo et le Bénin, où se situent les principaux intérêts politiques, économiques et sécuritaires français dans la région (Bansept & Tenenbaum, 2022).

Déjà avant les attentats du 11 septembre 2001, l'exploitation de la croyance religieuse était devenue un instrument supplémentaire dans la boîte à outils de la politique stratégique des puissances mondiales. Par exemple, les États-Unis, ainsi que l'Arabie Saoudite et le Pakistan, étaient initialement désireux de soutenir les groupes panislamistes sunnites en Afghanistan contre l'invasion soviétique de 1979 qui avait déclenché la guerre soviéto-afghane (1979-1989). Cela a généré des effets d'entraînement parmi d'autres mouvements sociaux extrémistes qui sont devenus de plus en plus difficiles à contrôler (Gardner, 2007).

Au début des années 2000, un autre conflit régional a contribué à l'établissement de réseaux terroristes ouest-africains au Liberia, en Sierra Leone et au-delà. Le dirigeant libérien de l'époque, Charles Taylor, a autorisé des bandes criminelles de Russie, d'Afrique du Sud, d'Israël et d'Ukraine à opérer dans son pays au moment même où les groupes terroristes islamiques Hezbollah et Al-Qaïda cherchaient des accords lucratifs dans le pays. Ils étaient principalement impliqués dans le commerce illégal de diamants en provenance de la Sierra Leone voisine (Farah, 2011). Les armes ont été en grande partie achetées par des marchands d'armes russes, dont Viktor Bout, un vendeur d'armes russe tristement célèbre, connu dans le monde entier sous le nom de « marchand de la mort ». Il aurait utilisé ses compagnies de transport aérien, établies depuis l'effondrement de l'Empire soviétique, pour faire passer des

armes en Afrique et au Moyen-Orient dans les années 1990 et au début des années 2000. Une coopération étroite et le partage des bénéfices entre l'État et les marchands d'armes sont devenus la base du commerce. Ainsi, le gouvernement Taylor a assuré le libre accès aux points d'entrée et de sortie, l'accès aux passeports diplomatiques et l'immunité qui l'accompagne (Farah, 2011).

Plus récemment, le Mozambique est devenu un autre cas de contre-insurrection de la Russie. Depuis 2019, des mercenaires et du matériel militaire russes ont été livrés pour aider le gouvernement à combattre les djihadistes, liés aux groupes terroristes EI et Al-Shabaab et à d'autres insurgés dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique. L'assistance militaire de Moscou a été fournie en échange d'une collaboration militaire, économique et politique, y compris la perspective d'une future base militaire navale russe dans le pays (Sukhankin, 2019). Ainsi, Moscou pourrait faire d'une pierre deux coups et déjouer le projet français concurrent de production de LNG de la compagnie multi-énergies mondiale TotalEnergies dans la bataille de Palma, une ville située sur la côte nord-est de la province de Cabo Delgado au Mozambique. La contre-insurrection russe a de nouveau été établie en employant le groupe Wagner en 2019. Pourtant, l'implication du groupe Wagner a aggravé le problème au lieu de le résoudre. Cela a même déclenché des activités accrues de forces radicales externes dans la région. Par conséquent, le groupe a été retiré. Par ailleurs, un groupe de mercenaires sud-africains, le Dyck Advisory Group (DAG), avait été déployé en vain. Les attaques du terroriste Jamaat Ansar al-Sunna se sont poursuivies et se sont encore aggravées. Ainsi, Total a organisé sa propre sécurité en engageant des mercenaires français pour la Légion étrangère (Neethling, 2021).

En outre, la Russie a été autorisée par contrat à construire des bases militaires au Mozambique, au Soudan, à Madagascar, en Égypte, en Érythrée et en République Centrafricaine, selon un rapport des services de renseignement allemands, publié par le ministère des Affaires étrangères et un tabloïd allemand (Ersozoglu, 2021). En retour, Moscou pouvait compter sur le soutien des dirigeants africains en matière de politique étrangère. Ainsi, l'Érythrée a voté contre une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, condamnant fermement la guerre de la Russie en Ukraine en 2022. 18 autres pays africains se sont abstenus, dont le Mali, le Mozambique, l'Angola et l'Afrique du Sud, tandis que le Nigeria faisait partie des 141 membres de l'ONU qui ont massivement voté pour réprimander la Russie pour son invasion de l'Ukraine (Kohnert, 2022).

En bref, la Russie a agressivement remis en question l'ordre libéral et l'État de droit dans les États africains. Pourtant, même les zones à statut d'État limité peuvent définitivement être socialement acceptées. Ils ne sont ni nécessairement illégitimes, ni non gouvernés, ni anarchiques. Ce n'est que s'ils sombrent dans un conflit violent et l'effondrement du gouvernement, par exemple en poursuivant des attaques terroristes, que la sécurité régionale et la stabilité politique sont réellement menacées (Börzel & Risse 2018).

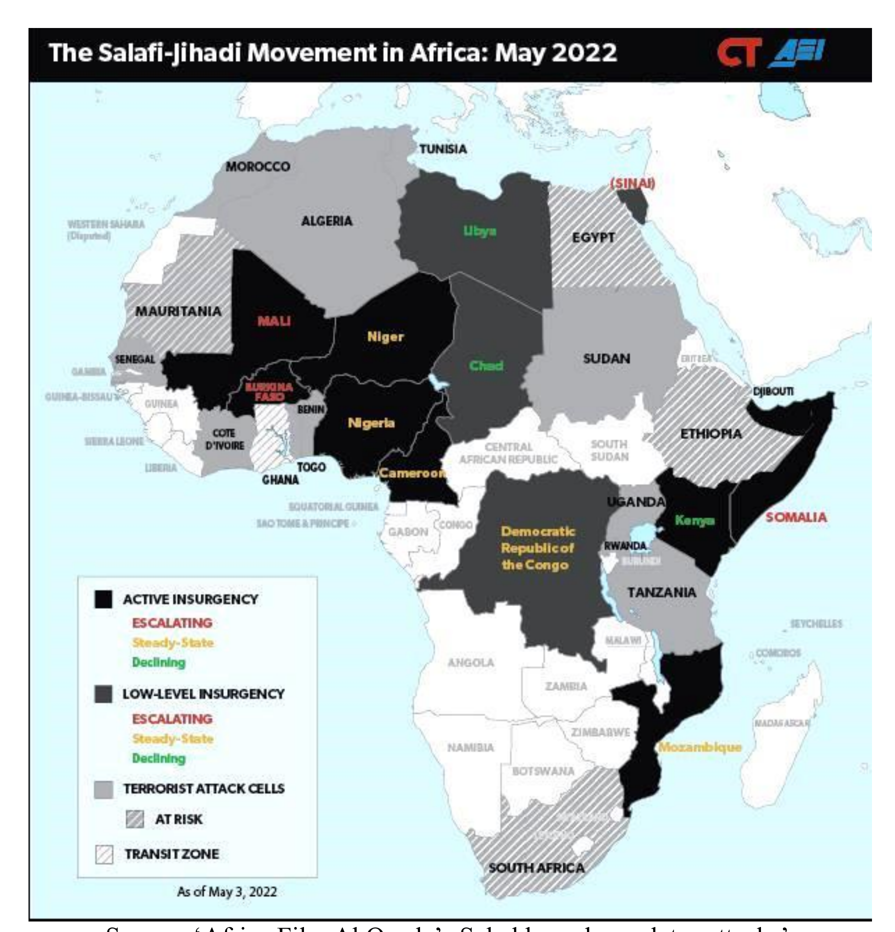
2. La montée du terrorisme islamique en Afrique subsaharienne

Pour mieux comprendre le terrorisme islamiste, il est important de considérer ses racines, sa logique inhérente et ses lignes d'action. En plus d'Al-Qaïda, de l'EI, de la « Province de l'Afrique de l'Ouest de l'État islamique » (PAOEI) et de Boko Haram, plusieurs autres organisations islamistes extrémistes ont perpétré des attentats terroristes en ASS. Par exemple, une branche d'Al-Qaïda au Mali a intensifié les attaques au Sahel, y compris une série

d'attentats à l'explosif visant le personnel de sécurité français et onusien (Bayrakdar & Kocan & Estelle, 2021). Les questions centrales dans ce contexte sont, pourquoi, et depuis quand, ces groupes ont-ils revendiqué l'islam pour légitimer leurs actions cruelles ? Comment agissent-ils exactement, quelles sont leurs stratégies et leurs méthodes et comment sont-ils financés ? (Guidère, 2017; Namaïwa, 2017).

Depuis les attentats terroristes contre les ambassades américaines à Dar es Salaam, en Tanzanie et à Nairobi, au Kenya en 1998, le terrorisme s'est propagé en ASS. Parmi les pays qui ont durement souffert de ces attaques figurent la Somalie, le Kenya, le Nigéria, le Mali, le Burkina Faso, le Soudan du Sud, la Libye et l'Égypte. (Gyamfi, 2018).

Graph 1 : La branche d'Al-Qaïda au Sahel multiplie les attaques



Source: 'Africa File: Al Qaeda's Sahel branch escalates attacks', Carter, 2022;, Source du graphique : Kathryn Tyson Critical Threats, Mai 2022 [3]

L'une des racines du terrorisme moderne en Afrique de l'Ouest remonte à deux siècles. Déjà en 1804, le chef peul Ousman dan Fodio a appelé au jihad contre la population locale qui a été réduite en esclavage et s'est soit installée dans des plantations d'esclaves locales dans le califat de Sokoto, soit échangée à Oudiah, le tristement célèbre centre de la traite négrière ouest-africaine au royaume du Dahomey (Bénin) dans le XIXe siècle (Mason, 1978 ; Kohnert, 1986). De nombreux musulmans du nord du Nigeria vénèrent encore Usman dan Fodio et ses descendants, le fondateur de la dynastie du califat de Sokoto, dont le sultan de Sokoto, le chef spirituel des musulmans nigérians, qui représentent plus de la moitié de la population

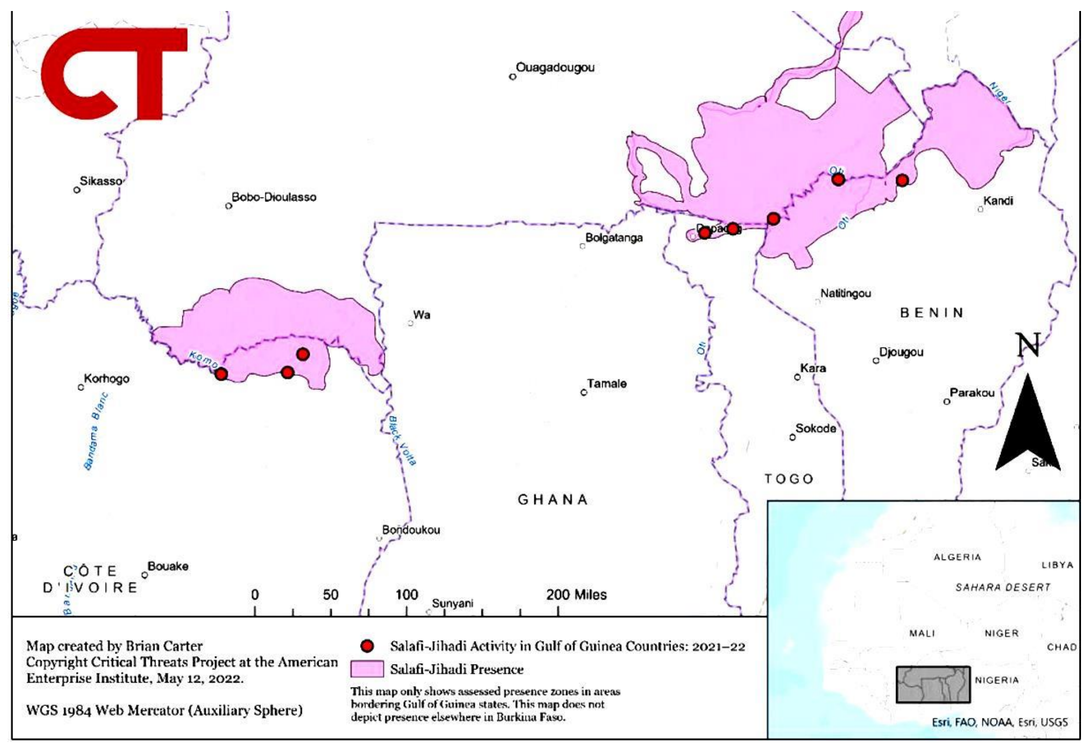
[3] Le *Dossier Afrique* est une analyse et une évaluation du mouvement salafiste-djihadiste en Afrique et des dynamiques sécuritaires et politiques qui y sont liées. 15 janvier 2021.

nigériane. Le Nigeria, avec une population estimée à 211 millions d'habitants, est de loin le pays africain le plus peuplé. De nombreux terroristes pourraient invoquer l'appel au jihad d'Ousman dan Fodio (Guerre Fulani, 1804-1808), bien qu'ils combattent aujourd'hui férocement l'élite établie dans les Émirats du Nord du Nigeria. Depuis 2018, plus de 5 000 personnes ont été tuées dans le nord du Nigeria par des « bandits armés », la plupart appartenant vraisemblablement à Boko Haram et à des groupes affiliés.

Par ailleurs, la création de groupes salafistes-djihadistes dans le Sahel ouest-africain a été à l'origine renforcée par des revendications locales, notamment des affrontements notoires entre les bergers peuls migrants et la population paysanne sédentaire (Carter, 2022). Au fil des générations, la transhumance avait régulièrement conduit à de violents conflits entre les nomades peuls et les paysans locaux.
Pour prendre l'exemple du Togo, les conflits de transhumance ont fait en août 2011 à Bago (Centre Togo à la frontière béninoise) 50 morts et plus de 100 blessés. Lors de la campagne de 2016, des conflits ont entraîné la mort de cinq personnes. En attendant, le gouvernement de Lomé a mis en place un Plan de Gestion de la Transhumance (PGT) pour la régulation des conflits (Kohnert, 2019).

Au Burkina Faso, des terroristes islamistes ont perpétré un attentat sanglant en 2021 à Solhan, dans le nord-est du pays, qui a fait 132 morts. Le 25 mai 2022, une autre attaque, attribuée aux jihadistes, tue des dizaines d'habitants de Madjoari qui tentaient de quitter leur village placé sous blocus par les jihadistes qui fait le bilan à environ 200 morts en deux mois (*Le Monde* avec *AFP*, 2022).

Graph 2: Zones de salafisme djihadiste dans les États côtiers du golfe de Guinée



Source: Carter, 2022; Critical Threats Project, American Enterprise Institute

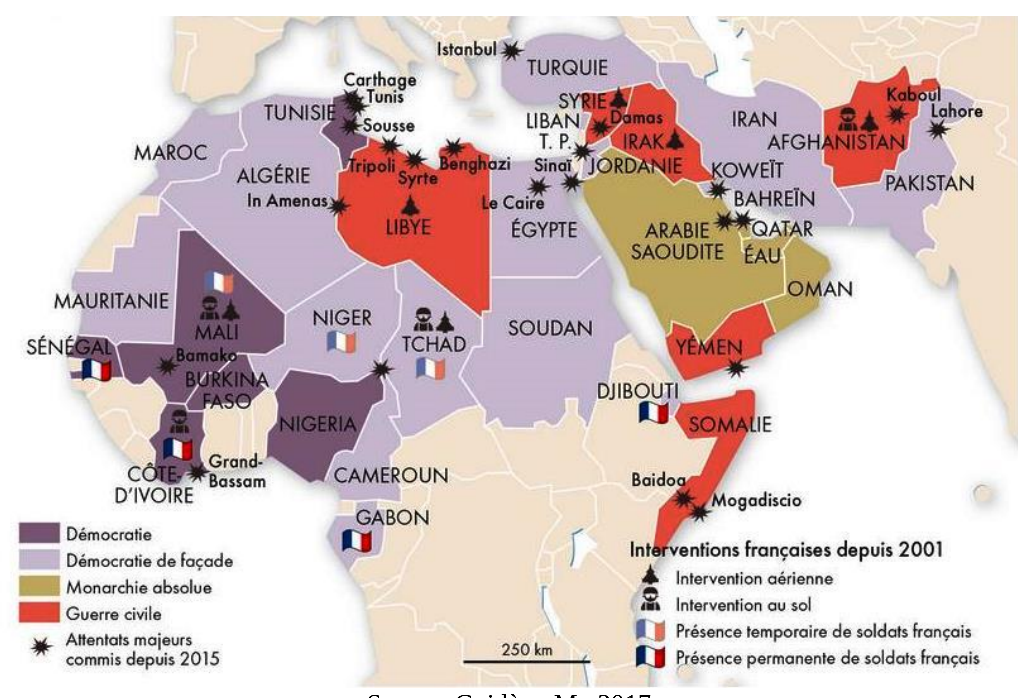
Ces dernières années, les terroristes salafistes du jihad ont commencé à intensifier les attaques dans les régions frontalières du nord de plusieurs pays bordant le golfe de Guinée. Ainsi, ils ont mené des attaques visant les forces de sécurité dans les zones frontalières du nord du

Togo, du Bénin et du Ghana depuis novembre 2021 (Carter, 2022). L'affilié d'Al-Qaïda au Sahel, Jama'at al-Tawhid wal-Jihad (JNIM) a également attaqué un hôtel dans la capitale ivoirienne Abidjan en 2016 ainsi que les forces de sécurité ivoiriennes dans le nord de la Côte d'Ivoire en 2021 et 2022, parfois en représailles pour opérations antiterroristes (Carter, 2022).

Les sources de financement des terroristes en ASS sont peu étudiées et cachées derrière la peur des collaborateurs impliqués, souvent recrutés de force. À notre connaissance, il existe trois principales sources de financement : les demandes de rançon, tant pour les villageois que pour le bétail, le trafic de toute sorte de commerce illégal et la collecte d'impôts sur les villageois vivant dans les régions contrôlées par les terroristes. Quant au trafic, les extrémistes comptent surtout sur la sécurisation des convois de trafiquants ou sur la perception de taxes sur la circulation des produits illégaux (Antil, 2022).

De plus, les conflits de transhumance sont devenus plus virulents dans les régions du nord de la Côte d'Ivoire ces dernières années parce que le gouvernement n'a pas répondu de manière adéquate. Elle a ainsi facilité au JNIM l'enrôlement des éleveurs ivoiriens. Les forces de sécurité et les paysans locaux ont parfois arrêté des nomades peuls sans discernement, les stigmatisant et assimilant généralement les bergers peuls à des groupes criminels et djihadistes (Carter, 2022). Des problèmes similaires se sont posés dès les années 1980, au lendemain de la grande sécheresse sahélienne du début des années 1970 lorsque de nombreux éleveurs peuls ont immigré avec leur bétail. Alors que le gouvernement ivoirien avait salué leur contribution à la production nationale de viande bovine, ils ont été violemment opposés par les paysans Sénoufos locaux de la région des savanes en raison des dommages aux cultures non compensés (Bassett, 1988).

Graph 3: Régimes politiques et interventions étrangères depuis le Printemps arabe



Source: Guidère, M., 2017

Au Mozambique, la violence terroriste s'est concentrée ces dernières années sur les régions du nord du pays. Ce terrorisme avait une longue histoire de violations des droits de l'homme par l'État qui auraient pu préparer une réponse violente. Par exemple, le projet ProSavana

d'accaparement des terres avait pour objectif de convertir 11 millions d'hectares appartenant à de petits agriculteurs en une plantation de riz et de soja. La production était principalement destinée à l'exportation vers les marchés asiatiques en coopération avec des institutions brésiliennes et japonaises. Il a été fermé en 2020 par le gouvernement local en raison de manifestations locales et internationales. Un autre projet gouvernemental à Moma (province de Nampula) qui a démarré en 2007 aurait commis diverses violations des droits humains en plus de ses répercussions néfastes sur l'environnement. Enfin, la Montepuez Ruby Mining, une société anglo-mozambicaine privée, a dû payer environ 8 millions de dollars américains aux membres de la communauté de Nthoro (district de Montepuez) pour des violations flagrantes des droits de l'homme contre des travailleurs informels (presque tous d'origine Kimwani), dont la mort d'environ 18 d'entre eux. À cet égard, le projet GNL de TotalEnergies à Cabo Delgado mentionné ci-dessus, ne représentait que la pointe d'un iceberg. Les incursions islamistes ont commencé en octobre 2017, avec une attaque contre un poste frontière de la police à Mocimboa da Praia, dans la province de Cabo Delgado. Depuis lors, le gouvernement de Maputo n'a pas été en mesure de gérer le conflit, qui a fait environ 2 500 morts et près d'un million de réfugiés (Bussotti, 2021).

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que l'implication du groupe Wagner pour résoudre le conflit ait aggravé le problème au lieu de le résoudre. En règle générale, les mercenaires ne se soucient pas du contexte socio-politique des luttes qu'ils sont censés résoudre. Cela a créé des défis en matière de sécurité mondiale, notamment parce que le modèle de souveraineté de l'État westphalien qui régissait jusqu'alors l'ordre politique mondial a été remis en question par la création de refuges pour les terroristes, le déplacement de réfugiés et la migration de masse (Antwi-Boateng, 2017).

Selon la Revue Défense nationale, la menace terroriste restera un élément structurant de la vision stratégique de Paris. Il est même susceptible de s'intensifier et de prendre de nouvelles formes. Des groupes terroristes affaiblis comme l'État islamique continueront à tenter de se restructurer par des campagnes de propagande encore plus virulentes, notamment en Afrique subsaharienne, et en exportant leur lutte sur le territoire de l'ennemi occidental (Chaouch, 2018). Alors que l'Afrique a enregistré 381 attaques en 2015, faisant 1.394 morts, cinq ans plus tard, le nombre est passé à 7.108 attaques et 12.519 morts (Bussotti, 2021).

Pendant ce temps, même le Sénégal, qui avait été considéré jusqu'ici comme un rempart de la démocratie africaine, a été touché. La coexistence pacifique des quatre grandes confréries musulmanes (Qadiriya, Tidjaniya, Mouridiya, Layèniya) qui dominaient la religion et la politique intérieure, était menacée par des sectes salafistes ou wahhabites dites « réformistes » (Châtelot, 2021). Apparemment, Ansar Dine s'est aligné sur AQMI et a recruté de nombreux combattants dans d'autres pays du Sahel, parmi lesquels le Sénégal, le Niger et le Nigeria. Ces combattants seraient encadrés et entraînés par des vétérans djihadistes venus d'Arabie Saoudite ou de la ceinture tribale pakistanaise (EU-Parliament, 2013; Kohnert & Marfaing, 2019).

Outre le Sénégal, le Ghana a également été considéré pendant longtemps comme un pays stable au milieu d'une violence extrémiste croissante et d'une instabilité politique en Afrique de l'Ouest. Mais le terrorisme islamique se déplace de plus en plus du Sahel vers les pays côtiers. À l'heure actuelle, plus de 53 % de tous les États membres de la CEDEAO ont plus ou moins souffert d'insurrections terroristes (Muqthar, 2022). L'histoire récente du Ghana a montré plusieurs conflits de chefferie et ethniques de longue date et toujours non résolus, notamment dans les régions du Nord. Plus de 352 conflits de chefferie ne sont toujours pas résolus. De plus, les problèmes de transhumance qui l'accompagnent sont également connus

des paysans et des éleveurs du nord du Ghana. La dégradation des sols, l'épuisement du couvert végétal et d'autres effets négatifs du changement climatique ont un impact sur la population locale. La flambée des prix alimentaires comme effet secondaire de l'agression de la Russie en Ukraine augmente la menace. Tout cela pourrait susciter des troubles et constituer une porte d'entrée, facilement exploitable pour les extrémistes. Apparemment, déjà, plus de 13 Ghanéens auraient voyagé pour combattre avec des terroristes islamistes depuis 2015. Par ailleurs, un rapport du parlement ghanéen a révélé qu'au moins 100 autres migrants ghanéens auraient rejoint l'État islamique en Libye (Muqthar, 2022). En juin 2021, un kamikaze ghanéen a attaqué un camp de reconnaissance français à Gossi, dans le centre du Mali, une action qui aurait été commandée par la Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM). En septembre 2021, trente-trois terroristes présumés de la région de Savelugu, dans le nord du Ghana, avaient été arrêtés. Selon les services de sécurité ghanéens, au moins certains d'entre eux auraient eu des liens directs avec des terroristes islamistes au Mali et au Burkina Faso (Muqthar, 2022).

Dans le même temps, les relations entre le Ghana et la Russie se sont progressivement resserrées. En 2020, la Russie a exporté 119 millions de dollars US vers le Ghana, principalement du blé (48,6 millions de dollars US), des engrais azotés (23 millions de dollars US) et des engrais chimiques (13,6 millions de dollars US). Les exportations russes vers le Ghana ont augmenté au cours des 24 dernières années à un taux annualisé de 14 %, passant de 5,1 millions de dollars US en 1996 à 119 millions de dollars US en 2020 (OEC, 2022). La coopération militaire et technique entre les deux pays a été convenue en 2016, mais la coopération n'est apparemment pas encore en vigueur (Reuters 2018). On ne sait pas si la contre-insurrection est incluse. Dans la guerre russe actuelle en Ukraine, Accra se range du côté de l'Ukraine contre l'invasion russe (BBC-news, 2022). Aux côtés du Ghana, trois autres États africains se sont explicitement prononcés contre les actions de Poutine, à savoir le Gabon, le Kenya et le Nigeria. Cependant, le président autocratique du Cameroun, Paul Biya, qui règne sur le pays depuis 1982, a signé un accord de sécurité avec Poutine au milieu de la guerre en Ukraine et du conflit intérieur (Gbadamosi, 2022).

Graph 4: Islam politique dans le monde arabe et islamique

Source: Guidère, M., 2017

3. L'implication de la Russie dans la lutte contre le terrorisme en Afrique subsaharienne

Au plus tard avec le sommet Russie-Afrique en octobre 2019 à Sotchi, la collaboration dans le cadre du contre-terrorisme et de la contre-insurrection est devenue partie intégrante de la politique africaine de Moscou. Vladimir Poutine a souligné l'importance de la coopération avec les services de sécurité africains, en particulier dans la zone du Sahel, le bassin du lac Tchad et la Corne de l'Afrique. Apparemment, la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme est devenue une légitimation importante de l'implication de la Russie sur le continent (Kostelyanets, 2021). Compte tenu de l'histoire des relations russo-africaines (Kohnert, 2022 ; Sukhankin, 2020), qui a toujours mis l'accent sur la coopération militaire, des manifestants au Mali, par exemple, ont demandé que les troupes russes soient invitées en 2019 pour résoudre la menace terroriste islamiste, à la place des Français de plus en plus impopulaires. Il va sans dire qu'en règle générale, ces accords impliquaient également des accords commerciaux, afin de garantir l'accès aux ressources et aux marchés de l'Afrique (Kostelyanets, 2021).

Graph 5: Présence militaire de la Russie en Afrique, 2019

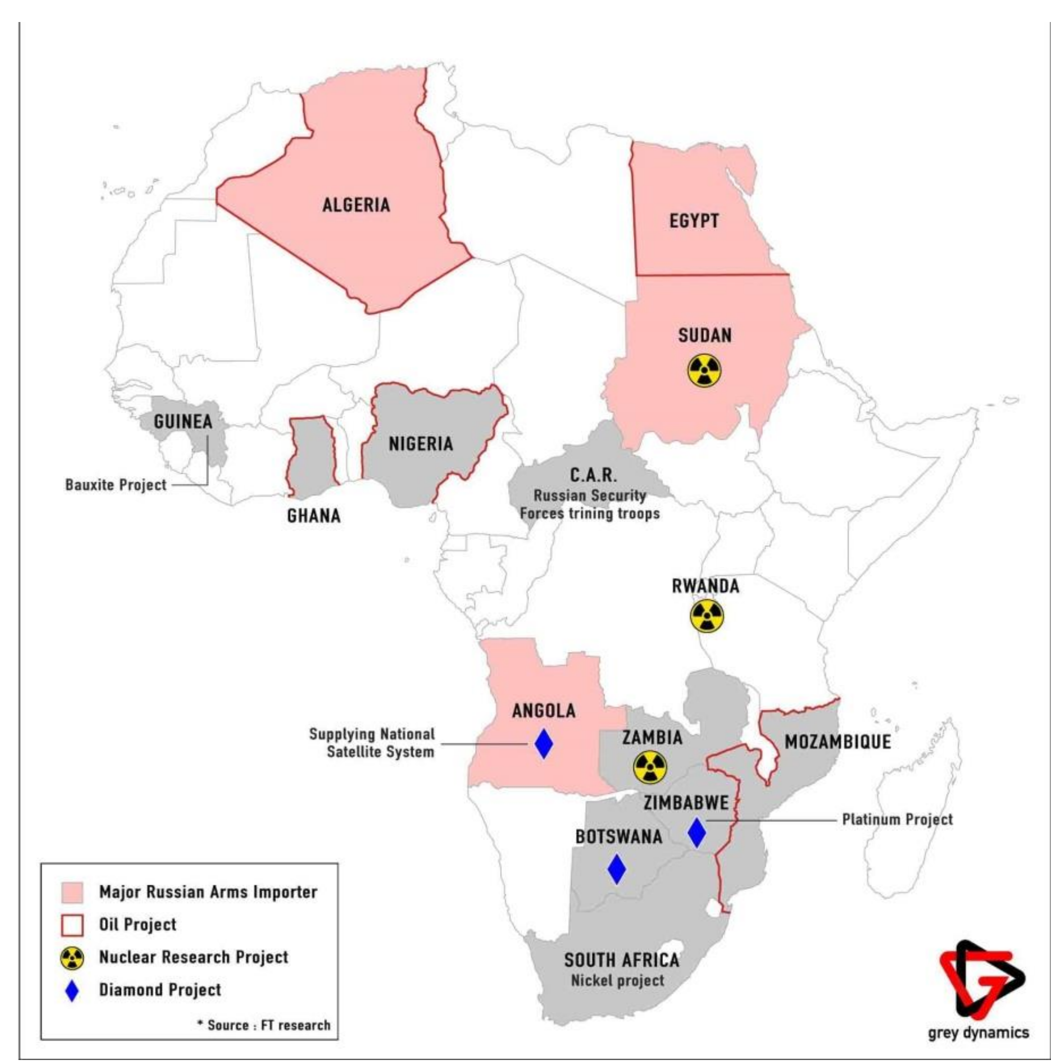


Source: Lévesque, 2020 ; Kohnert, 2022:6

Ainsi, Moscou s'est apparemment concentré sur des pays qui étaient autrefois des colonies françaises et portugaises, car ceux-ci pourraient, à son avis, être plus facilement renversés. La Corne de l'Afrique présentait un intérêt particulier pour Moscou. Le golfe d'Aden voisin permettait le contrôle de routes maritimes internationales d'importance stratégique. Par conséquent, la Russie a accru ses échanges et ses investissements dans les pays de cette région, notamment les ventes d'armes, de minerais et d'autres sources naturelles et l'énergie nucléaire (Oğultürk, 2017).

La contre-insurrection était assurée à la fois par la coopération militaire officielle, par ex. par la formation militaire russe et des entrepreneurs militaires privés comme par le groupe Wagner. Ces derniers avaient des restrictions moins formelles en matière de droits de l'homme et pouvaient également être utilisés, par exemple, par des régimes autocratiques pour réprimer les manifestations anti-gouvernementales (Sukhankin, 2020).

Graph 6: La Russie élargit son champ d'action en Afrique



Source: Ersozoglu, 2021; Kohnert, 2022:5

Graph 7: Accords de coopération militaire russo-africains
(Afrique subsaharienne depuis 2017)

Source : Fondation pour la Recherche Strategique, 2017
(source des données : ministère russe des Affaires étrangères)

4. Conclusion

Une nouvelle « guerre froide » se développe en Afrique subsaharienne et ailleurs, incitée par la Russie, qui suit, au moins partiellement, la Chine dans la conquête de nouveaux marchés, de sources de matières premières et d'influence politique sur les gouvernements africains quelle que soit leur orientation démocratique (Forestier , 2018). Contrairement à la Chine, cependant, Moscou se concentre sur le soutien militaire aux régimes autocratiques et la déstabilisation de l'ordre occidental, en particulier dans les colonies françaises et portugaises. Ainsi, la Russie et le terroriste islamiste ont un objectif commun, combattre le mode de vie occidental, notamment celui des élites politiques de ces pays (Normand, 2021).

Ainsi, la population locale n'est nullement insensible aux critiques des élites notoirement corrompues et clientélistes qui ne se soucient pas de leur pauvreté et de leur mauvaise gouvernance, notamment concernant un bien-être économique et humain déficient. Bien que des États africains eux mêmes, majoritairement défaillants et fragiles, soient à l'origine de la misère des générations, les anciens maîtres des colonies françaises et portugaises ont été le bouc émissaire idéal de tous les mécontentements (Normand, 2021).

L'EI et les médias russes, comme le réseau international Russia Today (RT) et Sputnik, mais surtout l'Agence de recherche Internet (IRA) connue dans l'argot Internet russe sous le nom de *Trolls d'Olgino*, liée à l'oligarque russe Yevgeny Prigozhin et opérant au nom des intérêts commerciaux et politiques russes, inondent les réseaux sociaux africains de fake news

(l'Agence de recherche Internet, Wikipédia ; pour plus de détails sur l'EI et la Russie, cf. Prier, 2017). Le réseau francophone notoire de Françafrique (Kohnert, 2019) est une proie facile en raison de la corruption de longue date, du népotisme commun et, surtout, de la zone post-colonial franc CFA dépassée et très controversée (Kohnert, 2005). Ainsi, militants, des djihadistes et Russie partagent la même vision de l'ennemi (Normand, 2021).

Graph 8: Croissance du commerce russo-africain, 2000 – 2016, en milliards de US$

11,000 Mds$
10,000 Mds$
9,000 Mds$
8,000 Mds$
7,000 Mds$
6,000 Mds$
5,000 Mds$
4,000 Mds$
3,000 Mds$
2,000 Mds$
1,000 Mds$
2000 2002 2004 2006 2008 2010 2012 2014 2016
Exportations de produits russes en Afrique
Importations de produits d'Afrique en Russie

Source: Centre africain pour la politique commerciale de la Commission economique des Nations Unies pour l'Afrique - UNCTAD STAT •
Get the data • Created with Datawrapper

Source: Faivre, Agnès (2018)

Loin de se limiter à combattre le terrorisme, la Russie a également renforcé sa présence sur le plan politique et commercial. Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a fait remarquer, non sans raison, qu'avec « la désintégration de la Libye, qui a conduit à une augmentation de la menace terroriste dans le nord et le centre du continent », la situation est devenu « très dramatique » (Faivre, 2018).

Bibliographie

Antwi-Boateng, O. (2017): The rise of pan-Islamic terrorism in Africa: A global security challenge. *Politics & Policy*, vol. 45(2), pp.:253-284

Bansept, L. & **Tenenbaum**, E. (2022): Après Barkhane: repenser la posture stratégique française en Afrique de l'Ouest. *Policy Commons*. Paris : IFRI: Institut Français des Relations Internationales

Barratt, John (**1981**): The Soviet Union and Southern Africa. South African Institute of International Affairs (SAIIA), 1 May 1981

Bassett, Thomas J. (1988): The political ecology of peasant-herder conflicts in the Northern Ivory Coast. *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 78 (3), pp. 453-472

Bayrakdar, Rahma & Jessica **Kocan** & Emily **Estelle** (2021): Africa File: Al Qaeda's Sahel branch escalates attacks. Washington D.C.: '*Critical Threats*'. American Enterprise Institute, 15 January 2021

BBC-news (2022): Ukraine and Russia 'war' 2022 reason: Ghana stand with Ukraine under Russia invasion, London: BBC (news in pidgin), 25 February 2022

Börzel, T. A. & T. **Risse** (2018): Conceptual framework: fostering resilience in areas of limited statehood and contested orders. FU-Berlin, EU-LISTCO, Conceptual framework

Bonhoulou, Diensia Oris-Armel (2018) : Le terrorisme international existe-t-il en Afrique noire?: essai. Paris *: L'Harmattan*

Bussotti, Luca (2021): Managing terrorism in Africa. *Problems of Management in the 21st Century*, vol. 16 (1), pp. 15-25

Carter, Brian (2022): Africa File: Salafi-Jihadi groups may exploit local grievances to expand in West Africa's Gulf of Guinea. Washington D.C.: '*Critical Threats*'. American Enterprise Institute, 13 May 2022

Châtelot, Christophe (2021): Senegal, torn between enemy brothers in Islam. *get to text* / GN nouvelle, 3 December 2021

Chaouch, M. (2018) : Quelle perception de la menace terroriste? Paris : *Revue Defense Nationale*, 2018, vol. 2 (N° 807), pp. 29-34

Davidchuk, A.S. & D.A. **Degterev** & O. **Sidibe** (2021): Crisis in Mali: Interrelationship of major actors. *Asia and Africa Today*, vol. 12, pp. 47-56

Ersozoglu, Eren (2021): Russian military base in Mozambique: Intent, impact & impediment. London: *Grey Dynamics*, 15 April 2021

EU-Parliament (2013): The involvement of Salafism / Wahhabism in the support and supply of arms to rebel groups around the world. EU Parliament, EXPO/B/AFET /FWC/2009-01/Lot4/23, June/ *2013*

Faivre, Agnès (2018) : Moscou ne tourne pas le dos à l'Afrique, bien au contraire. *Le Point Afriqe, 18 June 2018*

Farah, D (2011): Terrorist-criminal pipelines and criminalized states: Emerging alliances. PRISM, vol. 2 (3) (06/2011), pp. 15-32 ---

Forestier, Patrick (2018) : Centrafrique : comment la Russie travaille patiemment à supplanter la France. *Le Point Afriqe*, 15 December 2018

Gardner, H. (2007). An ever-widening zone of conflict, terrorism, and black market activities: From Central Asia to Sub-Saharan Africa. In: *Averting Global War. Regional Challenges, Overextension, and Options for American Strategy*. Palgrave Macmillan, New York, pp. 117-139

Gbadamosi, Nosmot (2022): Biya Bets on Russia. *Foreign Policy*, Africa Brief, 27 April 2022

Gramer, Robbie & Jack **Detsch** & Mary **Yang** (2022): The Islamic State sets Iis sights on Africa. *Foreign Policy*, May 12, 2022

Guidère, M. (2017) : Atlas du terrorisme islamiste. D'Al-Qaida à Daech. Paris : *Autrement*, 2017, p.95

Gyamfi, Gerald Dapaah (2018): Managing terrorism in Africa. *International Journal of Cyber Warfare and Terrorism*, vol. 8(3), pp. 15–25

Kachur, Dzvinka (2022): Russia's resurgent interest in Africa: The cases of Zambia and Tanzania. Johannesburg: South African Institute of International Affairs, University of the Witwatersrand

Khaspekova, Daria & Maria **Gurova** &, Aleksandr **Teslya** & Dmitriy **Puminov** (2016): Islamic extremism in Sub-Saharan Africa. Russian International Affairs Council (RIAC)

Kohnert, Dirk (2022): The impact of Russian presence in Africa. MPRA paper, No. 112564

Kohnert, Dirk(2019): No change in sight - Togo's Political and Socio-Economic Development (2017-2019), MPRA-research-paper.No. 91534

Kohnert, Dirk (2019a): Brexit and the Revival of Françafrique. ROAPE-blog. London: *Review of African Political Economy* (ROAPE), 19 June 2019

Kohnert, Dirk (2005): Monetary Unions - Dominated by the North? The CFA-Zone and the CMA - On the relevance of rational economic reasoning under African conditions. In: Fritz, Barbara / Metzger, Martina (eds.)(2005): *New Issues in Regional Monetary Coordination - Understanding North-South and South-South Arrangements*, Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, pp. 177-187

Kohnert, Dirk (1986): The transformation of rural labour systems in colonial and post-colonial Northern Nigeria. *Journal of Peasant Studies*, vol. 13 (4), pp. 258-271

Kohnert, Dirk & Laurence **Marfaing** (2019): Senegal: Presidential elections 2019 - The shining example of democratic transition immersed in muddy power-politics. MPRA WP, No. 92739

Kostelyanets, S. V. (2021): Russia's counterterrorism and counterinsurgency strategy in Africa. In: Segell, Glen & Sergey Kostelyanets & Hussein Solomon (eds.) (2021): *Terrorism in Africa: New trends and frontiers*. Moscow: IAfr RAS, Haifa: University of Haifa, pp. 154-166

Le Monde avec **AFP** (2022): Burkina Faso : une attaque attribuée à des djihadistes fait plusieurs dizaines de morts dans l'est du pays. *Le Monde*, 25 May 2022 (not author cited)

Mason, Michael (1978): Working on the railway: Forced labour in Northern Nigeria, 1907-1912, in P. Gutkind et al., (eds.), African labour history, London: Sage, pp. 56-79.

Matusevich, Maxim (2003): No easy row for a Russian hoe: Ideology and pragmatism in Nigerian-Soviet relations, 1960-1991. *Africa World Pr*. 1 September 2003

Muqthar, Mutaru Mumuni (2022): The threat of violent extremism to coastal states: Ghana's exposure to violent extremism. Accra: West Africa Centre for Counter-Extremism (WACCE), West Africa Report: Ghana No. 003/2022

Neethling, Theo (2021): Extremism and insecurity in Northern Mozambique: Why be concerned? In: Segell, Glen & Sergey Kostelyanets & Hussein Solomon (eds.) (2021): *Terrorism in Africa: New trends and frontiers*. Moscow: IAfr RAS, Haifa: University of Haifa, pp. 91-105

Namaïwa, Boubé (2017) : Le djihadisme au Sahel : enjeux et perspectives. *Africa Development*, vol. 42 (3), pp. 197-217

Normand, Nicolas (2021): Afrique – La Russie et Daech : des objectifs convergents ? *Le Point Afrique*, 11 October 2021

Norman, I. D. (2019): Assessment of de-radicalization hypothesis in Sub-Saharan Africa. *Theory in Action*, vol. 12 (3), pp. 21-48

OEC (2022): OEC world profiles: Russia – Ghana. Boston: Observatory of Economic Complexity (OEC)

Oğultürk, M.C. (2017): Russia's renewed interests in the Horn of Africa as a traditional and rising power. *Rising Powers Quarterly*, vol. 2 (1), pp. 121-143

Oxford Analytica (2021): Mali may use threat of greater Russian influence again. *Expert Briefings*. 28 September 2021

Pannier, Alice & Olivier **Schmitt** (2019): To fight another day: France between the fight against terrorism and future warfare. *International Affairs*, vol. 95 (4), pp. 897–916

Prier, Jarred (2017): Commanding the trend: Social media as information warfare. *Strategic Studies Quarterly*, vol. 11(4), pp.50–85

R2P (2022): More than 5,000 people killed in the north-west by armed bandits since 2018. Nigeria, Populations at risk, *Global Centre for the Responsibility to Protect* (R2P), 1 March 2022

Reuters (2018): Factbox: Russian military cooperation deals with African countries. London: Reuters staff

Sukhankin, Sergey (2019): Russia prepares a foothold in Mozambique: risks and opportunities. *Eurasia Daily Monitor*, vol. 16, issue, 142, 15 October 2019

Sukhankin, Sergey (2020): The 'hybrid' role of Russian mercenaries, PMCs, and irregulars in Moscow's scramble for Africa. Jamestown Foundation, January, 2020

Abstract: Russia and China challenge the liberal order and rule of law on a global and regional level. The Trump administration has facilitated the support of the move away from the liberal international order and the 'Westphalian' system of states that America had defended for centuries. Extremism is thriving around the world, including in sub-Saharan Africa, fuelled by the aftermath of colonialism, poverty and Islamist ideologies. Regions with limited statehood became failed states where violent conflicts threatened regional security and stability. Russia benefited from the resulting power vacuum. Moscow focused on countries that were formerly French and Portuguese colonies, which Moscow believed are easier to infiltrate. Under these conditions, Putin is free to exploit the political and social contradictions in Africa and destabilize the Western order, even at the risk of the rise of Islamic terrorism. Terrorist criminal pipelines and corrupt states have been exploited by Russian arms dealers across Africa for decades. These included notorious support for the Taylor regime in Liberia in the early 2000s, including the infamous Russian arms dealer Viktor Bout, dubbed the 'merchant of death'. The cooperation was based on state control of ports of entry and exit for criminal organizations to safeguard profit-sharing, diplomatic passports, including associated immunity, and the rule of law, which ensured the smooth marketing of these companies. Today, Russia benefits primarily from providing 'security' to autocratic leaders, including arms sales, advice and training in counterinsurgency and counterterrorism operations against Islamic terrorism in exchange for access to African resources and markets. Aside from Al-Quida, the Islamic State (ISIS), Boko Haram and Al-Shabaab other local Islamic organizations are fuelling terrorism in SSA. Moscow is particularly interested in the Horn of Africa to control important trade routes of global importance.

Zusammenfassung: Russland und China fordern die freiheitliche Ordnung und Rechtsstaatlichkeit auf globaler und regionaler Ebene heraus. Die US-Regierung unter Trump hat die Abwendung von der liberalen internationalen Ordnung und dem „westfälischen" Staatensystem, das Amerika jahrhundertelang verteidigt hatte, noch unterstützt. Der Extremismus blüht weltweit auf, einschließlich Subsahara-Afrika, genährt von den Nachwirkungen des Kolonialismus, der Armut und islamistischen Ideologien. Regionen mit begrenzter Staatlichkeit wurden zu gescheiterten Staaten in denen gewalttätige Konflikte, die die regionale Sicherheit und Stabilität gefährdeten. Russland profitierte von dem daraus resultierenden Machtvakuum. Moskau konzentrierte sich dabei auf Länder, die früher französische und portugiesische Kolonien waren, die aus Sicht Moskaus leichter zu unterwandern seien. Unter diesen Bedingungen hat Putin freie Hand, um die politischen und sozialen Widersprüche auszunutzen und die westliche Ordnung zu destabilisieren, selbst wenn er den Aufstieg des islamischen Terrorismus dabei in Kauf nimmt. Terroristische kriminelle Pipelines und korrupte Staaten wurden bereits seit Jahrzehnten von russischen Waffenhändlern in ganz Afrika genutzt. Dazu gehörte die berüchtigte Unterstützung des Taylor-Regimes in Liberia in den frühen 2000er Jahren, einschließlich des verrufenen russischen Waffenhändlers Viktor Bout, der als „Kaufmann des Todes" bezeichnet wurde. Die Zusammenarbeit basierte auf der staatlichen Kontrolle von Ein- und Ausreisehäfen für kriminelle Organisationen um die Gewinnbeteiligung, Diplomatenpässen, einschließlich der damit verbundenen Immunität, sowie Rechtsstaatlichkeit, zu gewährleisten, welche die reibungslose Absatzpolitik dieser Unternehmen gewährleistete. Heute profitiert Russland hauptsächlich von der Bereitstellung von „Sicherheit" für autokratische Führer, einschließlich Waffenverkäufen, Beratung und Schulung in Anti-Aufstands- und Anti-Terror-Operationen gegen den islamischen Terrorismus im Austausch für den Zugang zu afrikanischen Ressourcen und Märkten. Abgesehen von Al-Quida, schüren der Islamische Staat (ISIS), Boko Haram und andere lokale islamische Organisationen den Terrorismus in SSA. Moskaus besonderes Interesse gilt dem Horn von Afrika, um wichtige Handelsrouten von globaler Bedeutung zu kontrollieren.